



RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE
COMMUNE DE WOLUWE-SAINT-PIERRE

Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal

Présents

Damien De Keyser, *Conseiller communal-Président* ;
Benoît Cerexhe, *Bourgmestre* ;
Caroline Lhoir, Christophe De Beukelaer, Françoise de Callatay-Herbiet, Antoine Bertrand, Carine Kolchory, Dominique Harmel, Helmut De Vos, *Échevins* ;
Willem Draps, Philippe van Cranem, Anne-Charlotte d'Ursel, Christine Sallé, Alexia Bertrand, Tanguy Verheyen, Aymeric de Lamotte, Alexandre Pirson, Cécile Vainsel, Claire Renson-Tihon, Catherine Bruggeman, Etienne Dujardin, Laurent de Spirlet, Olivia Casterman, Marie Cruysmans, Muriel Godhaird, Jonathan de Patoul, Anne Delvaux de Fenffe, Juliette Siaens-Mahieu, Aude Vandeputte, Christiane Mekongo Ananga, Cathy Vaessen, Michel Naets, *Conseillers communaux* ;
Georges Mathot, *Secrétaire communal*.

Excusés

Pascal Lefèvre, *Échevin* ;
Carla Dejonghe, Georges Dallemagne, *Conseillers communaux*.

Séance du 18.12.18

#Objet : CC - Règlement-taxe relatif aux panneaux fixes et au mobilier urbain à caractère publicitaire - Modification#

Séance publique

LE CONSEIL,

Vu le règlement-taxe relatif aux panneaux fixes et au mobilier urbain à caractère publicitaire, voté par le Conseil communal en séance du 26.01.2016, devenu obligatoire en date du 01.02.2016, applicable pour la période du 01.02.2016 au 31.12.2019 ;

Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment l'article 117 ;

Vu l'ordonnance du 03.04.2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales, modifiée le 12.02.2015 ;

Vu la situation financière de la Commune ;

Considérant que l'autorité communale détient son pouvoir de taxation de l'article 170 § 4 de la Constitution ; qu'il lui appartient, dans le cadre de son autonomie fiscale, de déterminer les bases et l'assiette des impositions dont elle apprécie la nécessité au regard des besoins qu'elle estime devoir pourvoir, sous la seule réserve imposée par la Constitution, à savoir la compétence du législateur d'interdire aux communes de lever certains impôts ; que, sous réserve des exceptions déterminées par la loi, l'autorité communale choisit sous le contrôle de l'autorité de tutelle, la base des impôts levés par elle ;

Considérant que tant la détermination de la matière imposable que des contribuables d'un impôt participe de l'autonomie fiscale reconnue à l'autorité communale ; qu'elle dispose, en la matière, d'un pouvoir discrétionnaire qu'elle exerce en tenant compte de ses besoins financiers spécifiques ;

Considérant que le Conseil communal a jugé nécessaire d'imposer les panneaux fixes et le mobilier urbain à caractère publicitaire visés par le présent règlement-taxe de manière à pouvoir se procurer des recettes additionnelles destinées à financer les dépenses d'utilité générale auxquelles la Commune doit faire face ;

Considérant que la diffusion de publicité constitue une activité économique génératrice de revenus permettant raisonnablement de considérer que les personnes physiques ou morales actives dans ce secteur d'activité disposent de capacités contributives leur permettant de s'acquitter des taxes mises à leur charge ;

Considérant que de nouveaux modes de diffusion de publicité dits dynamiques sont apparus, lesquels

permettent de diffuser un nombre plus important de publicités à partir de dispositifs de publicité ; qu'il convient d'en tenir compte pour la fixation du taux de la taxe ;

Considérant qu'il convient d'exonérer les panneaux fixes et le mobilier urbain à caractère publicitaire dans la mesure où ces panneaux ou ce mobilier urbain jouent un rôle d'information d'intérêt général ;

Considérant que les panneaux fixes et le mobilier urbain à caractère publicitaire visés par le présent règlement-taxe se distinguent des panneaux fixes et du mobilier urbain à caractère publicitaire ayant pour fonction principale le financement d'un service public reconnu par le législateur par le fait que les recettes qui sont tirées de ces derniers sont affectées principalement au financement d'un service public ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

DECIDE de modifier comme suit le règlement-taxe relatif aux panneaux fixes et au mobilier urbain à caractère publicitaire :

ASSIETTE DE L'IMPOT

Article 1.

Il est établi, pour la période du 01.01.2019 au 31.12.2019, une taxe communale sur tout panneau fixe ou sur tout mobilier urbain, l'un et l'autre exposant aux regards du public un message publicitaire, l'un et l'autre étant situés sur, au-dessus de ou le long de la voie publique ou encore sur un bien privé mais visibles de la voie publique.

Les panneaux fixes et le mobilier urbain à caractère publicitaire ayant pour fonction principale le financement d'un service public reconnu par le législateur ne sont pas visés par le présent règlement-taxe.

Article 2.

La taxe relative aux panneaux fixes et au mobilier urbain à caractère publicitaire est recouvrée par voie de rôle.

TAUX

Article 3.

Le taux annuel de la taxe est fixé à 300,00 EUR/m².

Lorsque le panneau fixe ou le mobilier urbain permet l'affichage de plusieurs messages publicitaires (dispositif déroulant, dispositif luminescent ou lumineux, ...), le taux de la taxe est multiplié par trois.

Article 4.

Toute fraction de mètre carré est comptée pour une unité.

Article 5.

La taxe est indivisible et est due pour l'exercice d'imposition en cours, quelle que soit la date de début ou de fin d'exploitation.

CONTRIBUABLE

Article 6.

La taxe est due par la personne physique ou morale qui exploite le panneau fixe ou le mobilier urbain.

EXONERATIONS

Article 7.

Sont exonérés de la taxe les panneaux fixes ou le mobilier urbain appartenant aux personnes morales de droit public, aux associations sans but lucratif et aux établissements d'utilité publique en vue de la poursuite d'une finalité d'intérêt général relevant de leur objet social.

Sont également exonérés de la taxe les avis de mise en vente ou en location d'immeubles et les avis de cession de commerce.

DECLARATION

Article 8.

L'Administration communale adresse au contribuable une formule de déclaration que celui-ci est tenu de renvoyer, dûment complétée et signée, avant l'échéance mentionnée sur ladite formule.

Le contribuable qui n'a pas reçu de formule de déclaration est tenu de communiquer à l'Administration communale, au plus tard le 15 janvier de l'année qui suit celle de l'exercice d'imposition, les éléments nécessaires à la taxation.

Article 9.

La déclaration reste valable pour les exercices d'imposition ultérieurs jusqu'à révocation. La déclaration

effectuée dans le cadre des règlements-taxes précédents en la matière reste également valable.

Toute modification de la base taxable doit être notifiée à l'Administration communale dans un délai de 15 jours.

Article 10.

La non-déclaration dans les délais prévus ou la déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise de la part du contribuable entraîne l'enrôlement d'office de la taxe.

Avant de procéder à la taxation d'office, le Collège des Bourgmestre et Echevins ou une personne désignée par celui-ci notifie au contribuable, par lettre recommandée, les motifs du recours à cette procédure, les éléments sur lesquels la taxation est basée, ainsi que le mode de détermination de ces éléments et le montant de la taxe.

Le contribuable dispose d'un délai de 30 jours calendrier à compter du troisième jour ouvrable suivant l'envoi de la notification pour faire valoir ses observations par écrit.

Si dans les 30 jours à compter de la date d'envoi de cette notification, le contribuable n'a émis aucune observation, il sera procédé à l'enrôlement d'office de la taxe majorée d'un montant égal à 100 % de ladite taxe.

RECOUVREMENT

Article 11.

La taxe est payable dans les 2 mois de l'envoi de l'avertissement-extrait de rôle.

À défaut de paiement intégral de la taxe dans le délai imparti, un premier rappel sans frais est envoyé au contribuable qui dispose d'un délai de 15 jours pour effectuer le paiement.

Si un deuxième rappel s'avère nécessaire, des frais administratifs d'un montant de 10,00 EUR sont réclamés au contribuable qui dispose d'un délai de 15 jours pour effectuer le paiement.

Article 12.

À défaut de paiement à l'échéance, une mise en demeure est adressée dans les 3 mois de ladite échéance.

Les frais de cette mise en demeure d'un montant de 15,00 EUR sont à charge du contribuable.

Article 13.

En cas de non-paiement dans les délais prescrits, des poursuites sont entamées par voie d'huissier de justice à la requête du Receveur communal sur base d'une contrainte.

Conformément aux dispositions du Code judiciaire, les frais de cette procédure sont entièrement à charge du contribuable.

De plus, il est fait application des règles relatives aux intérêts de retard en matière d'impôts sur les revenus au profit de l'Etat.

RECLAMATIONS

Article 14.

La réclamation doit être introduite par écrit au Collège des Bourgmestre et Echevins et, sous peine de déchéance, être introduite dans un délai de 3 mois à compter du troisième jour ouvrable suivant la date d'envoi de l'avertissement-extrait de rôle. Elle doit être signée et motivée par le contribuable ou son représentant.

Si le contribuable ou son représentant souhaite être entendu dans le cadre de la réclamation, il doit en faire la demande expresse dans la réclamation.

Article 15.

Un accusé de réception est adressé au contribuable ou à son représentant dans les 15 jours calendrier de l'introduction de la réclamation.

Article 16.

Si le contribuable ou son représentant en a fait la demande expresse dans la réclamation, il est invité à être entendu lors d'une audition.

Le Collège des Bourgmestre et Echevins ou toute personne désignée par celui-ci communique au contribuable et à son représentant la date de l'audition ainsi que les jours et heures auxquels le dossier peut être consulté. Cette communication est faite 15 jours calendrier au moins avant le jour de l'audition.

La présence à l'audition doit être confirmée par le contribuable ou son représentant au Collège des Bourgmestre et Echevins ou à la personne désignée par celui-ci, par écrit, au moins 7 jours calendrier avant

le jour de l'audition.

Article 17.

Endéans un délai de 6 mois à compter de la date de réception de la réclamation, le Collège des Bourgmestre et Echevins statue par une décision motivée. Ce délai est prolongé de 3 mois si la taxe contestée a été opérée d'office.

La décision est notifiée, par lettre recommandée, au contribuable et à son représentant.

Cette lettre mentionne l'instance auprès de laquelle un recours peut être introduit ainsi que les délais et formes applicables.

La décision du Collège des Bourgmestre et Echevins est irrévocable si le recours n'a pas été introduit dans les délais auprès de l'instance compétente.

Article 18.

La décision prise par le Collège des Bourgmestre et Echevins ou l'absence de décision dans les délais visés à l'article 18 ouvre le droit à un recours auprès du Tribunal de Première Instance de Bruxelles.

Le jugement du Tribunal de Première Instance est susceptible d'opposition ou d'appel.

L'arrêt de la Cour d'Appel peut faire l'objet d'un pourvoi en cassation.

Les formes, délais ainsi que la procédure applicable à ces recours sont réglés comme en matière d'impôts d'Etat sur le revenu et sont valables pour toutes les parties en cause.

Article 19.

Sans préjudice des dispositions de l'ordonnance du 03.04.2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales, les dispositions du titre VII, chapitres 1, 3, 4, 6 à 9bis inclus du Code des impôts sur les revenus et les articles 126 à 175 inclus de l'arrêté d'exécution de ce Code sont applicables aux taxes communales pour autant qu'elles ne concernent pas spécifiquement les impôts sur les revenus.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

32 votants : 21 votes positifs, 11 abstentions.

Abstentions : Willem Draps, Anne-Charlotte d'Ursel, Christine Sallé, Alexia Bertrand, Tanguy Verheyen, Aymeric de Lamotte, Etienne Dujardin, Laurent de Spirlet, Olivia Casterman, Muriel Godhaird, Juliette Siaens-Mahieu.

AINSI FAIT ET DÉLIBÉRÉ EN SÉANCE.

Le Secrétaire communal,
(s) Georges Mathot

Le Président,
(s) Damien De Keyser

POUR EXTRAIT CONFORME
Woluwe-Saint-Pierre, le 28 décembre 2018

Le Secrétaire communal,

Georges Mathot

Pour le Bourgmestre :
L'Echevin délégué,

Dominique Harmel